

COMPTE ADMINISTRATIF 2013 – PRESENTATION DETAILLEE SOMMAIRE

1.	Les résultats de l'exercice 2013.....	2
1.1	Les résultats budgétaires de clôture (mouvements réels et d'ordre).....	2
1.2	Les résultats budgétaires en mouvements réels	3
1.3	Les résultats budgétaires développés (ordre, réels et résultats antérieurs reportés)	3
1.4	Les ratios d'épargne	5
2.	Evolution détaillée des recettes et des dépenses de fonctionnement.....	5
2.1	Evolution des recettes	5
2.1.1	Les dotations de l'Etat.....	7
2.1.2	Les dotations de la CREA	7
2.1.3	Le produit des impôts directs	8
2.1.4	Les autres recettes fiscales ou assimilées.....	8
2.1.5	Les produits d'exploitation et recettes diverses des services	8
2.1.6	Les subventions de fonctionnement	9
2.1.7	Les autres recettes.....	9
2.2	Evolution des dépenses	9
2.2.1	Les dépenses de personnel.....	10
2.2.2	La subvention au centre communal d'action sociale (C.C.A.S.) et la participation au budget annexe 11	11
2.2.3	Les subventions aux associations et les participations à l'Opéra de Rouen-Normandie et à l'ESADHAR.....	11
2.2.4	Les charges à caractère général.....	11
3.	Evolution détaillée des recettes et des dépenses d'investissement.....	12
3.1	Evolution des recettes	12
3.1.1	Le fonds de compensation de la TVA, la fiscalité de l'urbanisme et les amendes de police.....	12
3.1.2	Les subventions d'investissement.....	12
3.1.3	Les recettes de cessions d'actifs.....	13
3.2	Evolution des dépenses	13
4.	La gestion de la dette.....	15
4.1	La dette propre	15
4.1.1	Les emprunts nouveaux 2013.....	15
4.1.2	La structure de l'encours de dette	18
4.1.3	Les lignes de trésorerie	19
4.2	La dette garantie.....	19
5.	ANNEXES.....	20
5.1	Budget annexe du Hangar 23.....	20
5.2	Budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la TVA	21
5.3	Budget annexe de la restauration collective.....	22

1. Les résultats de l'exercice 2013

1.1 Les résultats budgétaires de clôture (mouvements réels et d'ordre)

Les résultats bruts du compte administratif 2013 concernant le budget principal (hors résultat antérieur et hors restes à réaliser d'investissement) sont les suivants (opérations d'ordre comprises) :

	2008	2009	2010
Fonctionnement	2 597 027,74	24 385 405,60	18 119 001,49
Investissement	-9 895 478,05	-15 681 817,37	-15 803 823,61
TOTAL	-7 298 450,31	+ 8 703 588,23	+ 2 315 177,88

	2011	2012	2013
Fonctionnement	2 981 307,88	1 109 065,31	2 723 787,43
Investissement	-5 495 268,22	4 915 089,52	-13 117 031,35
TOTAL	-2 513 960,34	+ 6 024 154,83	-10 393 243,92

Compte tenu des résultats antérieurs, les résultats de l'exercice s'expriment de la manière suivante :

	2008	2009	2010
Fonctionnement	4 597 027,74	24 765 293,48	19 686 453,49
Investissement	-4 217 139,86	-15 681 817,37	-8 287 799,50
TOTAL	+ 379 887,88	+ 9 083 476,11	+ 11 398 653,99

	2011	2012	2013
Fonctionnement	5 774 873,88	4 977 099,31	7 700 886,74
Investissement	3 109 819,77	10 320 406,52	-2 796 624,83
TOTAL	+ 8 884 693,65	+ 15 297 505,83	+ 4 904 261,91

Le résultat de clôture 2013 est le plus bas depuis 2009, ce qui démontre la bonne maîtrise de la prévision budgétaire ainsi que la justesse du recours à l'emprunt.

1.2 Les résultats budgétaires en mouvements réels

En ce qui concerne les résultats par section, l'évolution des mouvements réels budgétaires tels qu'ils sont constatés au compte administratif du budget principal, se présente ainsi (hors reports de résultats antérieurs) :

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Fonctionnement						
Recettes	156 930 982	176 660 156	182 738 775	176 976 871	171 446 417	175 805 991
Dépenses	143 690 037	139 627 425	147 807 448	149 164 762	155 140 125	156 548 258
Solde	13 240 945	37 032 731	34 931 327	27 812 109	16 306 292	19 257 733
Investissement						
Recettes	38 780 451	45 676 701	35 703 435	26 902 054	58 941 892	47 431 907
Dépenses	59 319 837	74 005 844	68 319 584	57 228 124	69 224 029	77 082 885
Solde	-20 539 386	-28 329 143	-32 616 149	-30 326 070	-10 282 137	-29 650 978
SOLDE GENERAL	-7 298 451	+ 8 703 588	+ 2 315 178	-2 513 960	+ 6 024 154	-10 393 219

1.3 Les résultats budgétaires développés (ordre, réels et résultats antérieurs reportés)

Au final, l'exercice 2013 du budget principal fait apparaître les résultats suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	156 548 257,89
Recettes réelles de fonctionnement	175 805 991,27
SOUS TOTAL	19 257 733,38
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	17 848 462,98
Recettes d'ordre de fonctionnement	1 314 517,03
SOUS TOTAL	-16 533 945,95
Excédent sur l'exercice 2013	2 723 787,43
Excédent antérieur reporté	4 977 099,31
Résultat de la section de fonctionnement 2013	7 700 886,74
SECTION D'INVESTISSEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles d'investissement	62 853 871,23
Recettes réelles d'investissement	33 202 893,93
SOUS TOTAL	-29 650 977,30
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	31 942 371,79
Recettes d'ordre de fonctionnement	48 476 317,74
SOUS TOTAL	16 533 945,95
<u>MOUVEMENTS NEUTRES (OCLT, refinancement de la dette)</u>	
Dépenses	14 229 013,50
Recettes	14 229 013,50
Déficit sur l'exercice 2013	-13 117 031,35
<u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES</u>	
Résultat d'investissement reporté 2012	10 320 406,52
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent en fonctionnement 2012	0,00
TOTAL	10 320 406,52
Résultat global de la section d'investissement 2013	-2 796 624,83
Résultat global de l'exercice 2013	4 904 261,91

Au 31 décembre 2013, le résultat de clôture de la section de fonctionnement présente un excédent de **7 700 886,74 €**

La section d'investissement présente un résultat de clôture de **- 2 796 624,83 €**

Au total, le résultat brut de clôture de l'exercice 2013 est de **4 904 261,91 €**

1.4 Les ratios d'épargne

MONTANT EXPRIMES EN K€	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013
Dépenses réelles de fonctionnement	143 690	139 627	147 807	149 164	155 141	156 548
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actifs)	155 937	153 823	170 589	170 511	168 998	173 301
Epargne de gestion	22 773	19 937	29 523	28 660	26 621	25 063
Epargne brute	12 247	14 196	22 782	21 347	13 857	16 753
Epargne nette	-1 818	-1 381	7 642	7 023	-807	449

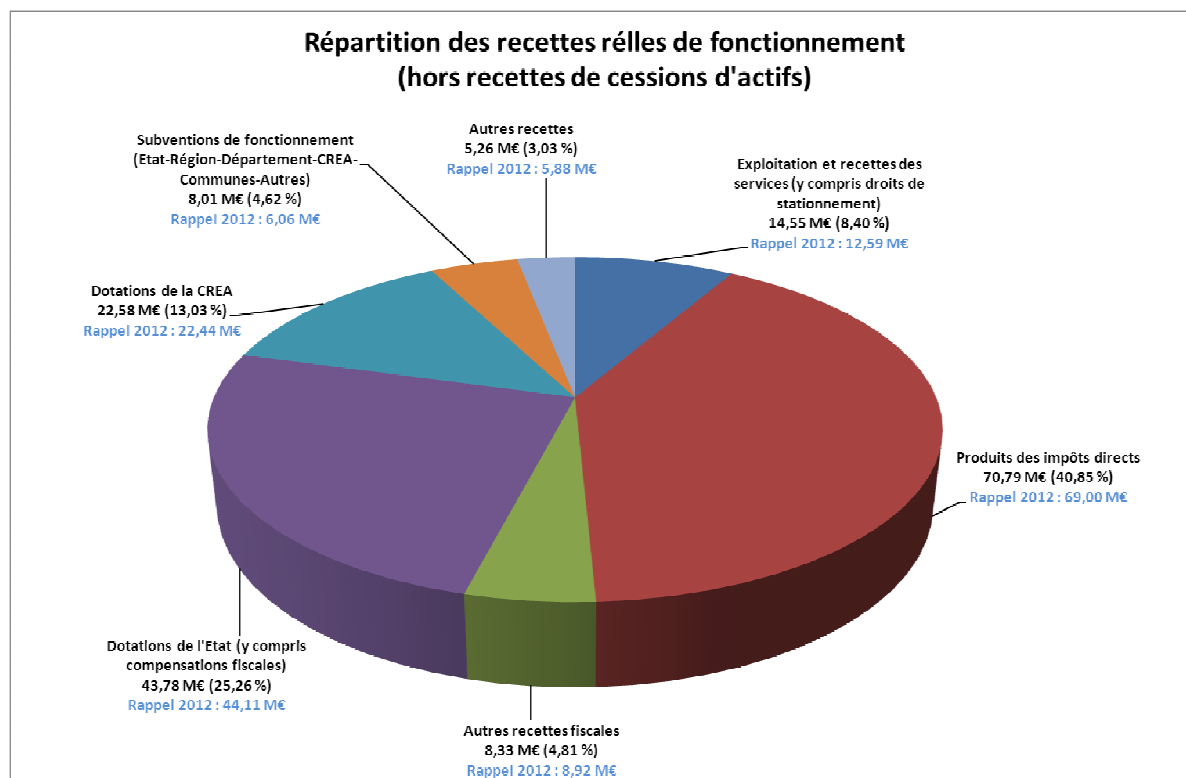
L'année 2013 est marquée par une amélioration de l'épargne brute et de l'épargne nette, qui est de nouveau positive. Il convient de rappeler que l'exercice 2012 avait été marqué par le coût des opérations de désensibilisation de la dette. Néanmoins, ces ratios démontrent que les efforts entrepris tout au long du mandat ont permis de maintenir les grands équilibres financiers de la Ville et ainsi de garantir la pérennité des actions entreprises et la réalisation d'équipements structurants.

2. Evolution détaillée des recettes et des dépenses de fonctionnement

2.1 Evolution des recettes

	2008	2009	Evolution 2008/2009	2010	Evolution 2009/2010	2011
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actifs)	155 937 306	153 823 167	-1,36%	170 588 599	10,90%	170 511 880
Recettes réelles de fonctionnement (y compris cessions d'actifs)	156 930 972	176 660 156	12,57%	182 738 774	3,44%	176 976 871

	Evolution 2010/2011	2012	Evolution 2011/2012	2013	Evolution 2012/2013
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actifs)	-0,04 %	168 998 401	-0,89 %	173 300 613	2,55%
Recettes réelles de fonctionnement (y compris cessions d'actifs)	-3,15 %	171 446 417	-3,12 %	175 805 991	2,54%



Répartition des recettes réelles de fonctionnement hors cessions d'actifs

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Impôts directs locaux	36,43%	35,50%	36,12%	38,01%	37,93%	39,20%	40,83%	40,86%
Dotations de la CREA	14,45%	14,02%	14,09%	13,81%	13,03%	13,17%	13,27%	13,03%
Dotations de l'Etat (y compris compensations fiscales)	30,83%	29,50%	29,38%	29,49%	26,25%	26,14%	26,10%	25,27%
Autres recettes (hors produits de cessions)	18,29%	20,98%	20,41%	18,69%	22,79%	21,49%	19,80%	20,84%

2.1.1 Les dotations de l'Etat : 43,78 M€

En 2013, les concours de l'Etat ont poursuivi leur baisse, ce qui a mécaniquement entraîné une diminution de leur poids relatif dans les recettes réelles de fonctionnement. Le tableau ci-dessous permet d'illustrer la perte de ressources en valeur pour la Ville qui s'établit à 2 millions d'euros entre les comptes administratifs 2008 et 2013.

En K euros	CA 08	CA 09	CA08/ CA09	CA10	CA09/ CA10	CA11	CA10/ CA11	CA12	CA11/ CA12	CA13	CA12/ CA13	CA08/ CA13
Dotation forfaitaire (7411)	38 929	38 777	-152	38 391	-386	38 067	-324	37 814	-253	37 627	-187	-1 302
Dotation générale de décentralisation (746)	1 068	1 040	-28	1 045	5	1 144	99	1 050	-94	1 040	-10	-28
Dotation de solidarité urbaine (74123)	2 340	2 340	0	2 340	0	2 340	0	2 340	0	2 381	41	41
Compensation exonérations TP (74833)	1 238	1 029	-209	798	-231	738	-60	617	-121	516	-101	-722
Compensation exonérations TF (74834)	587	466	-121	439	-27	535	96	456	-79	410	-46	-177
Compensation exonérations TH (74835)	1 610	1 617	7	1 769	152	1 744	-25	1 828	84	1 804	-24	194
	45 772	45 269	-503	44 782	-487	44 568	-214	44 105	-463	43 778	-327	-1 994

2.1.2 Les dotations de la CREA : 22,58 M€

Les dotations de la CREA se composent de deux éléments : l'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire. La première a subi une légère érosion en 2013 ce qui s'explique par le transfert à la CREA du label Ville et Pays d'Arts et d'Histoire. La seconde, répartie entre les communes membres notamment au regard de critères sociaux, a poursuivi son dynamisme puisqu'elle a progressé de près de 10 % par rapport à 2012.

Par ailleurs, il convient de noter qu'en 2013, la CREA n'a été ni bénéficiaire ni contributrice au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC). La Ville n'a donc pas eu à subir de conséquences sur les versements provenant de la CREA.

	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
Dotation de solidarité communautaire	3 656 054	3 692 124	1 117 789	1 392 173	1 509 571	1 660 048
Attribution de compensation	18 316 368	17 548 508	21 111 348	21 071 928	20 933 288	20 924 268
TOTAL	21 972 422	21 240 632	22 229 137	22 464 101	22 442 859	22 584 316

2.1.3 Le produit des impôts directs : 70,79 M€

Le produit des impositions directes s'élève à 70,79 millions d'euros en hausse de 2,60 % par rapport à 2012. Pour mémoire, la revalorisation législative représente 1,80 % de cette progression. La variation physique des bases a quant à elle représenté 0,80 % de la progression de ces recettes. La prévision 2013 s'établissait à 70,17 millions d'euros. La différence s'explique par la progression très importante du produit de la taxe d'habitation sur les logements vacants. En effet, le délai de vacance des logements susceptibles d'être imposés à cette taxe a été ramené de 5 à 2 ans en 2013. Un plus grand nombre de logements a donc été concerné. Pour illustration, le produit de cette taxe est passé de 0,26 million d'euros en 2012 à 1,16 million d'euros en 2013. Il convient de noter que les dégrèvements qui seront accordés aux contribuables au titre de la taxe d'habitation sur les logements vacants sont à la charge de la Ville, ce qui pourra engendrer des ajustements à la baisse au cours de l'année 2014.

2.1.4 Les autres recettes fiscales ou assimilées : 8,33 M€

Ces recettes se composent essentiellement des droits de mutation, de la taxe sur la consommation finale d'électricité et de la taxe locale sur la publicité extérieure.

S'agissant des droits de mutation, 3,88 millions d'euros ont été encaissés en 2013 contre 4,76 millions d'euros en 2012. Le ralentissement du marché immobilier, constaté au niveau national, est également à l'œuvre sur le territoire communal. Toutefois, la prévision de recettes 2013 s'établissait à 3,80 millions d'euros, ce qui montre la justesse de cette prévision. La moyenne 2008-2013 des droits de mutation perçus par la Ville est de 4,38 millions d'euros. L'année 2013 a donc bien marqué une rupture dans ce domaine.

La taxe sur la consommation finale d'électricité est relativement stable puisqu'elle représente une recette de 2,32 millions d'euros en 2013 contre 2,26 millions d'euros en 2012.

Enfin, la taxe locale sur la publicité extérieure, grâce à une meilleure connaissance de la base taxable, a progressé de 0,15 million d'euros entre 2012 et 2013 pour atteindre 0,46 million d'euros.

2.1.5 Les produits d'exploitation et recettes diverses des services : 14,55 M€

Ce poste de recettes est en forte progression. Il passe de 12,59 millions d'euros à 14,55 millions d'euros en 2013. Toutefois, cette augmentation doit être relativisée en raison de la tenue du festival Normandie Impressionniste en 2013 et notamment de l'exposition « Eblouissants reflets » au Musée des Beaux-Arts qui, à elle seule, a représenté une recette supplémentaire de 1,23 million d'euros.

Hormis cet élément exceptionnel, il convient de noter les recettes en provenance des droits de stationnement progressent de l'ordre de 1,23 millions d'euros entre 2012 et 2013.

2.1.6 Les subventions de fonctionnement : 8,01 M€

Les subventions de fonctionnement reçues par la Ville sont en augmentation sensible par rapport à 2012. Elles passent de 6,06 millions d'euros à 8,01 millions d'euros. Ici encore, le festival Normandie Impressionniste explique une part importante de la progression (1,09 million d'euros). L'ouverture de la crèche Etoile du Sud a également permis d'accroître les participations de la Caisse d'allocations familiales de l'ordre de 0,51 millions d'euros. Enfin, le fonds d'amorçage à la réforme des rythmes scolaires a représenté une recette de 0,17 millions d'euros en 2013.

2.1.7 Les autres recettes : 5,23 M€

Ces recettes sont en diminution par rapport entre 2012 et 2013 (de 5,88 millions d'euros à 5,26 millions d'euros). Elles se composent principalement des remboursements de frais de personnel, des produits financiers issus des contrats d'échange de taux de la dette communale, des produits exceptionnels et des recettes de locations immobilières. C'est ce dernier élément qui justifie la baisse de ce poste et ce en raison de l'avancement du chantier sur le quartier Luciline.

2.2 Evolution des dépenses

EVOLUTION DES TAUX DE REALISATION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

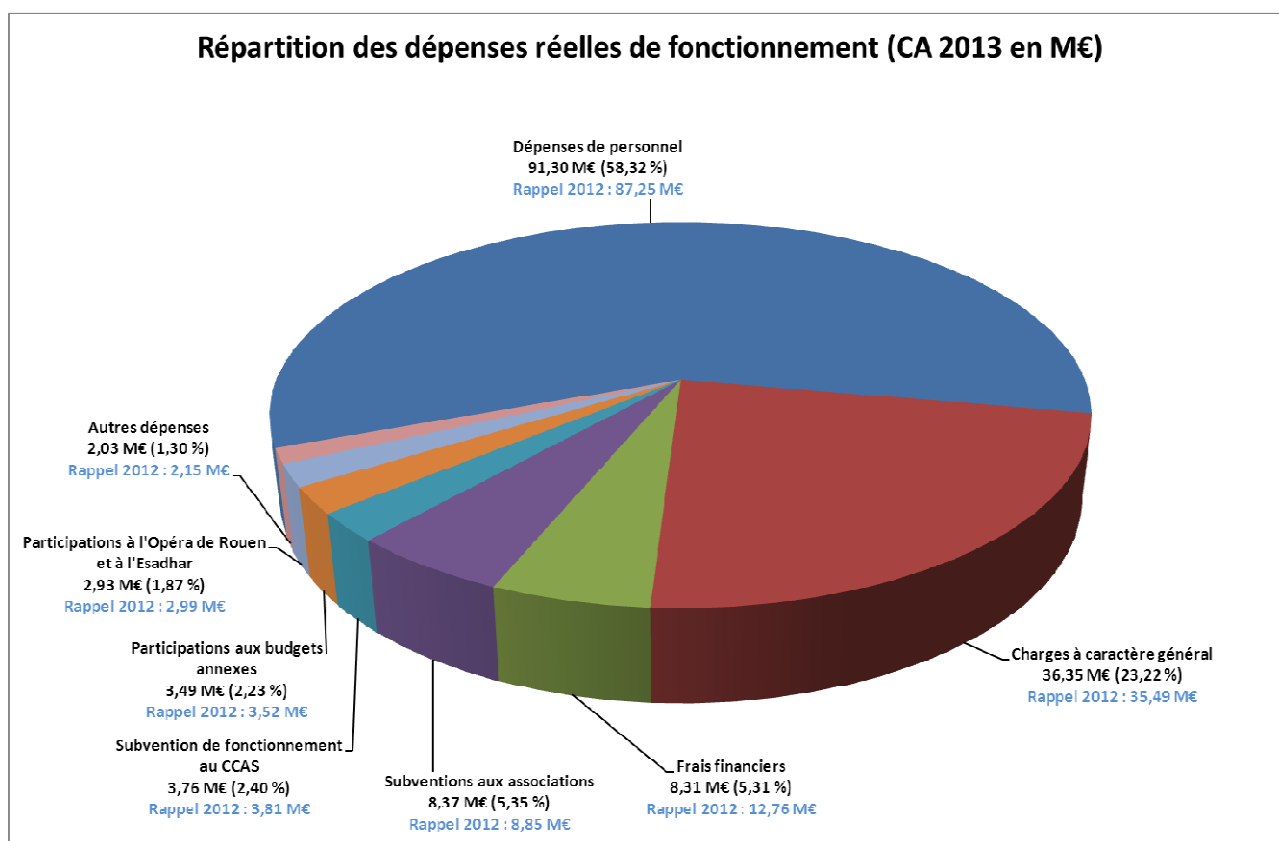
En M€	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Crédits ouverts	147,49	144,48	157,18	155,58	162,03	159,49
Montants mandatés	143,69	139,62	147,81	149,16	155,14	156,55
Taux de réalisation	97,42%	96,64%	94,04%	95,87%	95,75%	98,16%

Le taux de réalisation 2013 est le plus élevé du mandat, ce qui illustre la bonne maîtrise par la Ville de ses dépenses de gestion et la qualité de sa prévision budgétaire.

	2008	2009	Evolution 2008/2009	2010	Evolution 2009/2010	2011
Dépenses réelles de fonctionnement	143 690 037	139 627 425	-2,83%	147 807 448	5,86%	149 164 761

	Evolution 2010/2011	2012	Evolution 2011/2012	2013	Evolution 2012/2013
Dépenses réelles de fonctionnement	0,92%	155 141 090	4,01%	156 548 258	0,91%

Les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 0,91 % entre 2012 et 2013 pour s'établir à **156 548 258 €**



2.2.1 Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel se sont élevées à 91 300 589 € en 2013. Elles représentent 58,33 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles sont en progression de 4,65 % par rapport à 2012. Hors Normandie impressionniste et Armada, cette hausse est ramenée à 3,62 %.

Parmi les éléments de hausse de ces dépenses de personnel, on peut noter :

- L'augmentation automatique par l'effet du glissement vieillesse technicité estimé à 1,01 million d'euros

- L'augmentation du SMIC, 0,03 million d'euros
- La politique d'avancées sociales et notamment la revalorisation du régime indemnitaire (0,85 million d'euros) et la prestation santé complémentaire (0,17 million d'euros)
- La hausse des cotisations CNRACL (0,57 millions d'euros) et de la cotisation transport (0,11 million d'euros)

2.2.2 La subvention au centre communal d'action sociale (C.C.A.S.) et la participation au budget annexe

La subvention au CCAS a été maintenue à un niveau équivalent à celui de 2012 et s'est élevé à 3,76 millions d'euros.

La participation au budget annexe du Hangar 23 est stable entre 2012 et 2013. Elle est de 1,39 million d'euros. Elle représente 87 % des dépenses réelles (hors éléments exceptionnels) du budget du Hangar 23.

La participation au budget annexe de la restauration collective est, elle aussi, stable entre 2012 et 2013 et s'établit à 2,10 millions d'euros. Elle couvre 48,5 % des dépenses réelles du budget annexe.

2.2.3 Les subventions aux associations et les participations à l'Opéra de Rouen-Normandie et à l'ESADHAR

Les subventions de fonctionnement versées aux associations se sont élevées à 8,37 M€ en 2013. Elles sont en léger repli par rapport à 2012 (-1,2 %). Les principaux secteurs d'intervention sont le patrimoine et la culture (2,05 millions d'euros), le sport (2,01 millions d'euros), l'action sociale (1,55 million d'euros), l'éducation, les loisirs et la petite enfance (1,49 million d'euros) et le troisième âge (0,25 million d'euros).

La participation de la Ville à l'Opéra de Rouen-Normandie en 2013 a été équivalente à celle versée en 2012 (1,34 million d'euros).

Enfin, l'ESADHAR a bénéficié d'une subvention de 1,58 million d'euros en 2013 (-4 % par rapport à 2012).

2.2.4 Les charges à caractère général

Les charges à caractère général, qui constituent les moyens de fonctionnement des services municipaux, se sont élevées à 36,35 millions d'euros en 2013, en progression de 7,5 % par rapport à 2012. A périmètre constant, c'est-à-dire hors Armada et Normandie Impressionniste, l'évolution de ce poste est ramenée à 0,62 %. Compte tenu de l'inflation constatée en 2013 (+0,9 %), les charges à caractère général ont donc diminué en termes réels au cours de cet exercice. Cela reflète d'autant plus les efforts de gestion des services

municipaux que pendant cette même année le renchérissement du coût des énergies a généré une hausse de dépenses de 0,27 million d'euros.

3. Evolution détaillée des recettes et des dépenses d'investissement

3.1 Evolution des recettes

3.1.1 Le fonds de compensation de la TVA, la fiscalité de l'urbanisme et les amendes de police

Le fonds de compensation de la TVA, calculé sur la base des dépenses d'investissement réalisées en 2012, a atteint 4,56 millions d'euros contre 3,38 millions d'euros un an plus tôt. Cette progression reflète le niveau élevé de dépenses d'investissement maintenu par la Ville dans un contexte pourtant contraint.

Les produits de la fiscalité de l'urbanisme se sont élevés à 0,80 million d'euros en 2013 (contre 0,99 million d'euros en 2012), ce qui demeure un niveau élevé et qui traduit le maintien du rythme de mise en chantier de logements sur le territoire communal. Il convient de noter que, pour la première fois en 2013, une partie de ces recettes est désormais constituée de la taxe d'aménagement, qui se substitue progressivement à la taxe locale d'équipement.

Enfin, le produit des amendes de police a atteint 3,78 millions d'euros en 2013 contre 4,05 millions d'euros en 2012 et se retrouve ainsi son niveau de 2011.

3.1.2 Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues ont connu une augmentation sensible entre 2012 et 2013 puisqu'elles sont passées de 7,21 millions d'euros à 11,14 millions d'euros.

Elles proviennent principalement :

- de l'Etat (1,67 million d'euros) : travaux de l'église Saint Maclou (0,91 million d'euros), aménagement du quartier des Sapins (0,47 million d'euros)
- de la Région (5,11 millions d'euros) : aménagement des quais bas rive gauche (3,33 millions d'euros), travaux de l'église Saint Maclou (1,14 million d'euros), rénovation du Conservatoire (0,59 million d'euros)
- du Département (1,44 million d'euros) : fin de crédits pour l'opération du pôle culturel Grammont (0,76 million d'euros), travaux de l'église Saint Maclou (0,33 million d'euros), rénovation du Conservatoire (0,21 million d'euros), travaux de la Maison de quartier Grieu (0,10 million d'euros)

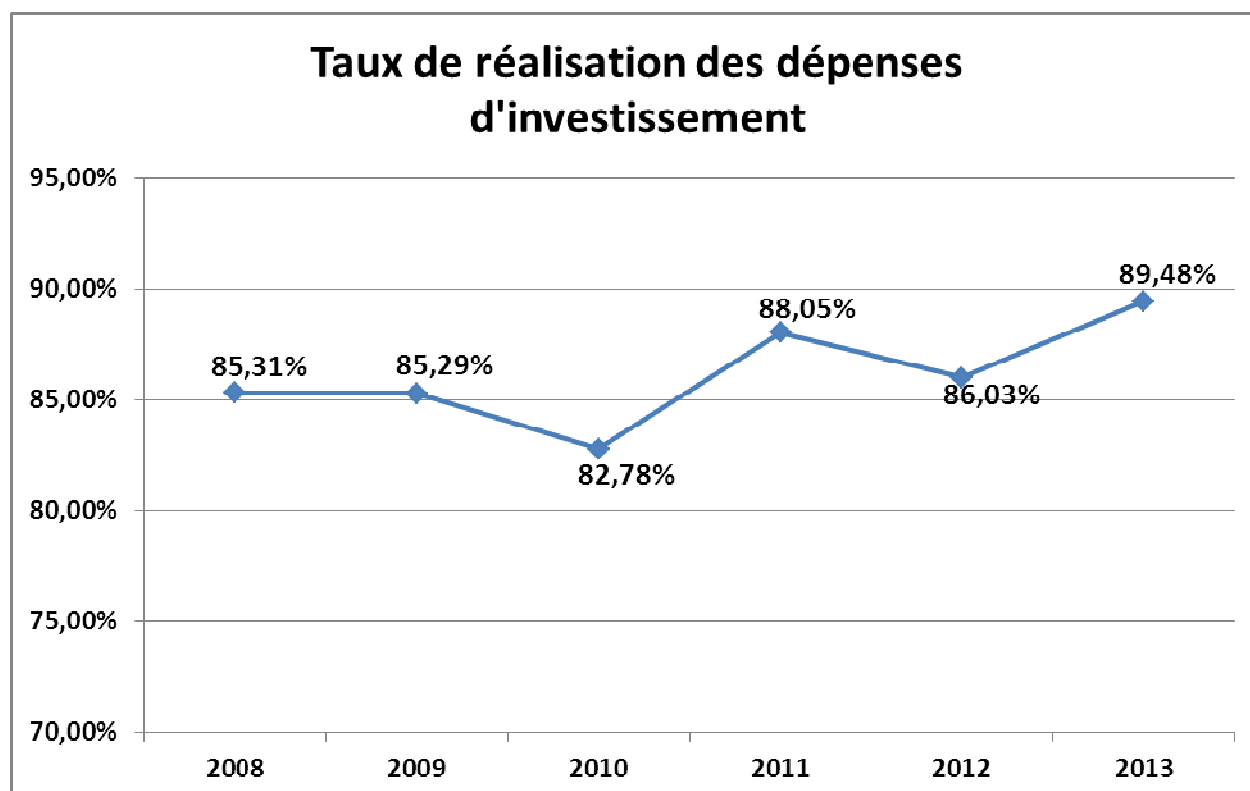
- de la CREA (2,31 millions d'euros) : réalisation de terrains sportifs synthétiques (1,60 million d'euros), aménagement du quartier de la Luciline (0,64 million d'euros)
- d'autres financeurs (0,59 million d'euros) : financement de la crèche Etoile du Sud par la Caisse d'allocations familiales (0,51 million d'euros).

3.1.3 Les recettes de cessions d'actifs

Les recettes issues des opérations de cessions d'actifs sont relativement stables entre 2012 et 2013 pour atteindre 2,51 millions d'euros. Ce montant traduit la poursuite de la politique dynamique de l'actif communal en matière de gestion foncière.

3.2 Evolution des dépenses

Les dépenses d'investissement ont atteint en 2013 46,42 millions d'euros. Il convient de noter que le taux de réalisation de ces dépenses, le meilleur de la période 2008-2013, a significativement progressé pour atteindre 89,48 % ce qui démontre la qualité des prévisions et de la planification des opérations d'investissement.

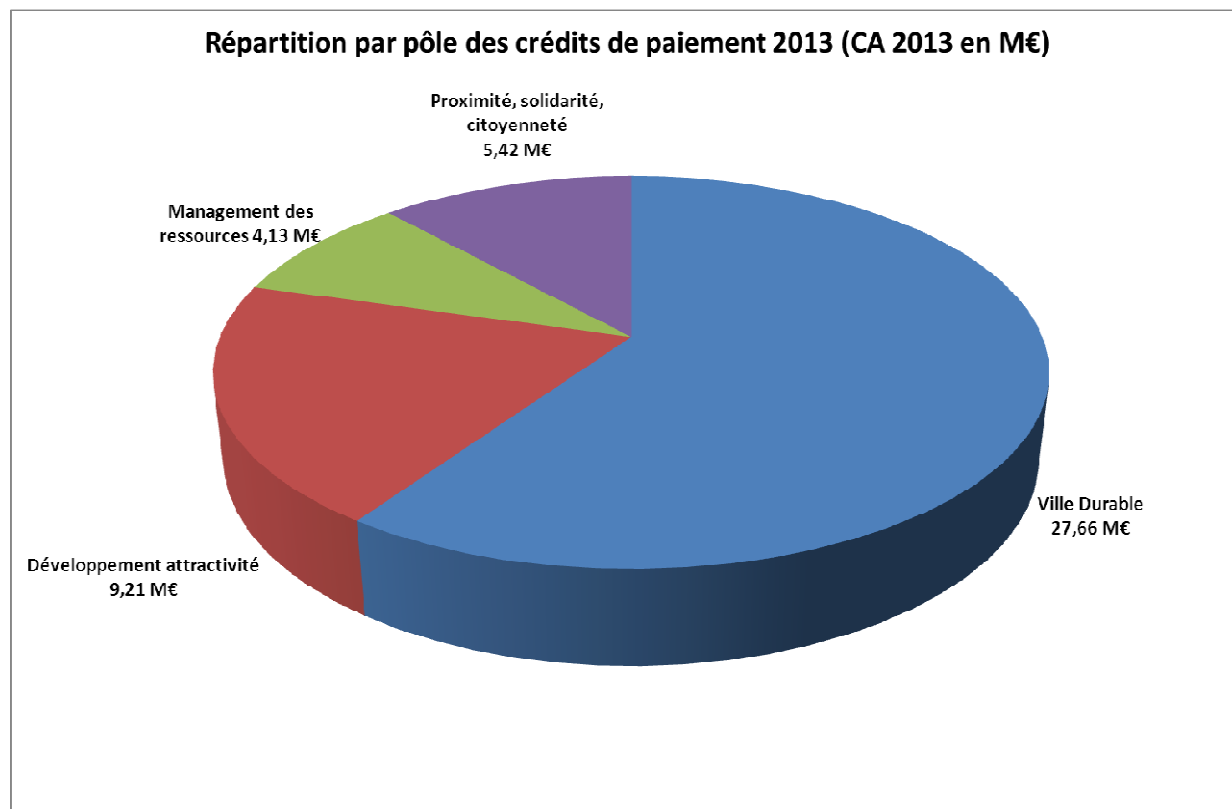


La répartition des dépenses d'investissement et le volume d'emprunt mobilisé évoluent de la façon suivante :

En Euros	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Travaux et acquisitions (comptes 20,21,23,26,27)	32 044 543	46 898 023	46 149 090	32 754 329	34 556 369	41 224 259
Subventions d'équipement et fonds de concours (compte 204)	12 947 295	10 979 929	5 012 300	8 338 597	3 487 224	5 161 414
Autres investissements (compte 13)	262 256	550 501	1 760 710	1 728 331	224 972	33 807
TOTAL	45 254 094	58 428 453	52 922 100	42 821 257	38 268 565	46 419 480
Emprunts souscrits	22 940 000	25 000 000	17 398 491	17 000 000	26 465 777	12 739 000
Rapport entre dépenses d'investissement et emprunts souscrits	50,69%	42,79%	32,88%	39,70%	69,16%	27,44%

Les emprunts souscrits en 2013 ne représentent que 27,44 % des investissements réalisés au cours de ce même exercice. Ceci marque l'effort sans précédent d'autofinancement des investissements et la volonté de désendettement de la Ville portée par la municipalité.

La répartition par pôle des crédits de paiement en 2013 se fait de la manière suivante :



4. La gestion de la dette

4.1 La dette propre

4.1.1 Les emprunts nouveaux 2013

Après une année 2012 marquée par des craintes sur le manque de liquidités à destination du financement des collectivités locales, 2013 a permis un retour à une situation plus sereine sans toutefois permettre de retrouver les conditions de marché antérieures à la crise. Si la Ville n'a pas connu de difficultés pour trouver les financements nécessaires à la réalisation de ses investissements, les niveaux de marges pratiqués par les établissements bancaires demeurent relativement élevés.

Au titre de l'année 2013, la Ville a contracté 12,74 millions d'euros d'emprunts nouveaux dont les caractéristiques sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Banques	Montant	Caractéristiques de l'emprunt	Taux	Durée	Classification Gissler
Banques Postale	5,00 M€	Taux fixe	3,54%	15 ans	1A
Caisse des dépôts et consignations	1,50 M€	Taux indexé	Livret A + 0,60 %	20 ans	1A
Caisse des dépôts et consignations	3,24 M€	Taux indexé	Livret A + 0,60 %	20 ans	1A
Crédit Agricole	2,00 M€	Taux variable	Euribor 3 mois + 1,42 %	15 ans	1A
Caisse d'épargne/Crédit Foncier	1,00 M€	Taux fixe	3,22%	15 ans	1A

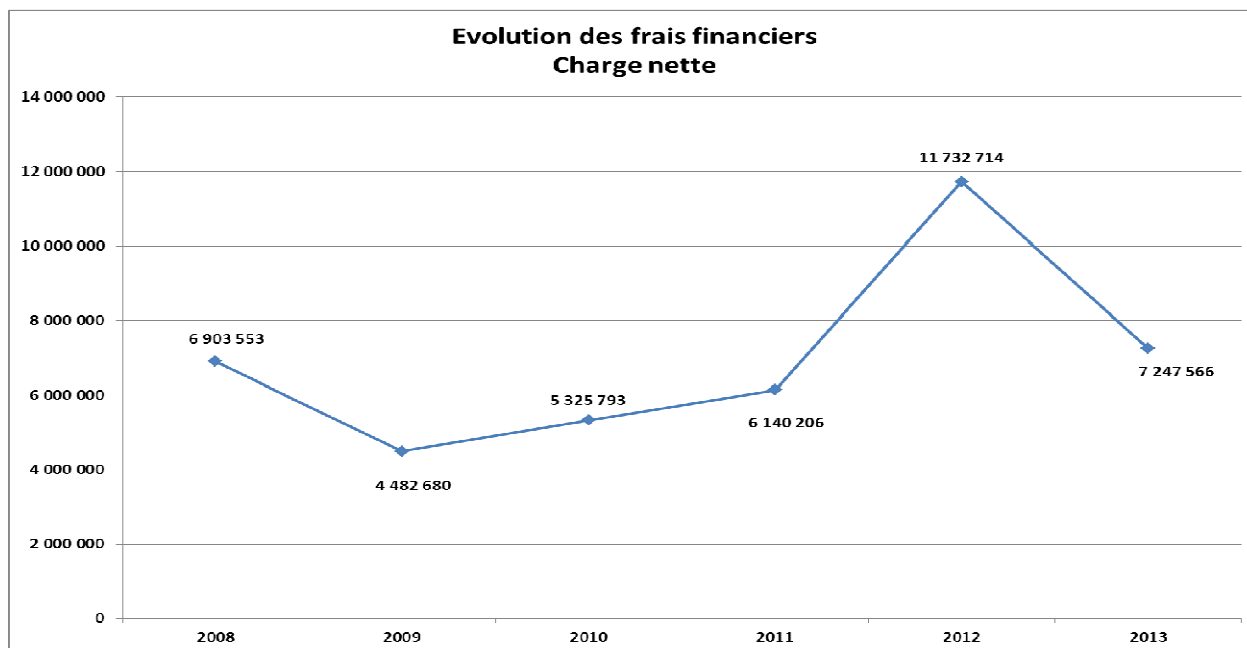
L'ensemble de ces nouveaux contrats relève de la catégorie 1A de la charte Gissler, c'est-à-dire qu'il s'agit exclusivement d'emprunts sans risque.

Evolution de l'encours de dette propre

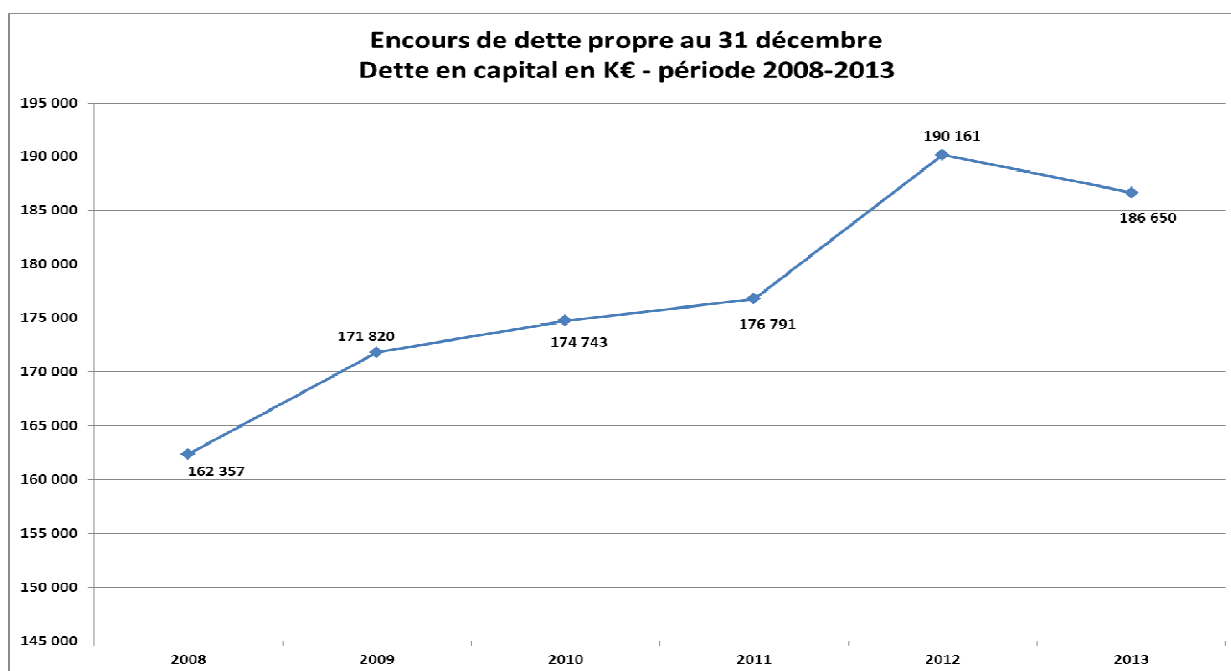
L'encours de dette entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013 a évolué de la manière suivante :

Encours au 01/01/2013 en M€	Remboursement de la dette en M€	Nouveaux emprunts en M€	Encours au 31/12/2013 en M€	Evolution 2012/2013
190,16	-16,30	12,74	186,60	-1,87%

Ainsi, pour la première fois depuis 2001, la Ville a pu se désendetter. La diminution de l'encours de dette est légèrement supérieure à 3 millions d'euros.



Les frais financiers baissent fortement entre 2012 et 2013. Toutefois, l'année 2012 avait été marquée par le paiement d'indemnités de sortie des derniers emprunts toxiques. Hors ces éléments exceptionnels, les frais financiers connaissent une légère diminution entre 2012 et 2013 puisqu'ils passent de 7,53 millions d'euros à 7,25 millions d'euros. Il convient de noter qu'au cours de l'année 2013 les taux d'intérêt sont demeurés historiquement bas.



Les frais financiers après prise en compte des opérations de swaps évoluent de la façon suivante :

	2008	2009	Evolution	2010	Evolution	2011
Intérêts de la dette et frais financiers (hors SWAP)	6 921 612	5 055 618	-26,96%	5 849 312	15,70%	6 230 165
Dépenses liées aux SWAPS	3 604 760	685 333	-80,99%	813 993	18,77%	1 083 446
Sous total des frais financiers payés	10 526 372	5 740 951	-45,46%	6 663 305	16,07%	7 313 611
Recettes liées aux SWAPS	3 622 819	1 258 271	-65,27%	1 337 512	6,30%	1 173 405
TOTAL	6 903 553	4 482 680	-35,07%	5 325 793	18,81%	6 140 206

	Evolution	2012	Evolution	2013	Evolution
Intérêts de la dette et frais financiers (hors SWAP)	6,51%	6 164 113	-1,06%	6 894 729	11,85%
Dépenses liées aux SWAPS	33,10%	6 600 350	509,20%	1 415 094	-78,56%
Sous total des frais financiers payés	9,76%	12 764 463	74,53%	8 309 823	-34,90%
Recettes liées aux SWAPS	-12,27%	1 031 749	-12,07%	1 062 257	2,96%
TOTAL	15,29%	11 732 714	91,08%	7 247 566	-38,23%

Le taux moyen de la dette est relativement stable entre 2012 et 2013 ce qui traduit la faible variation des indices monétaires (en particulier de type EURIBOR) au cours de l'année 2013.

Evolution du taux moyen de la dette

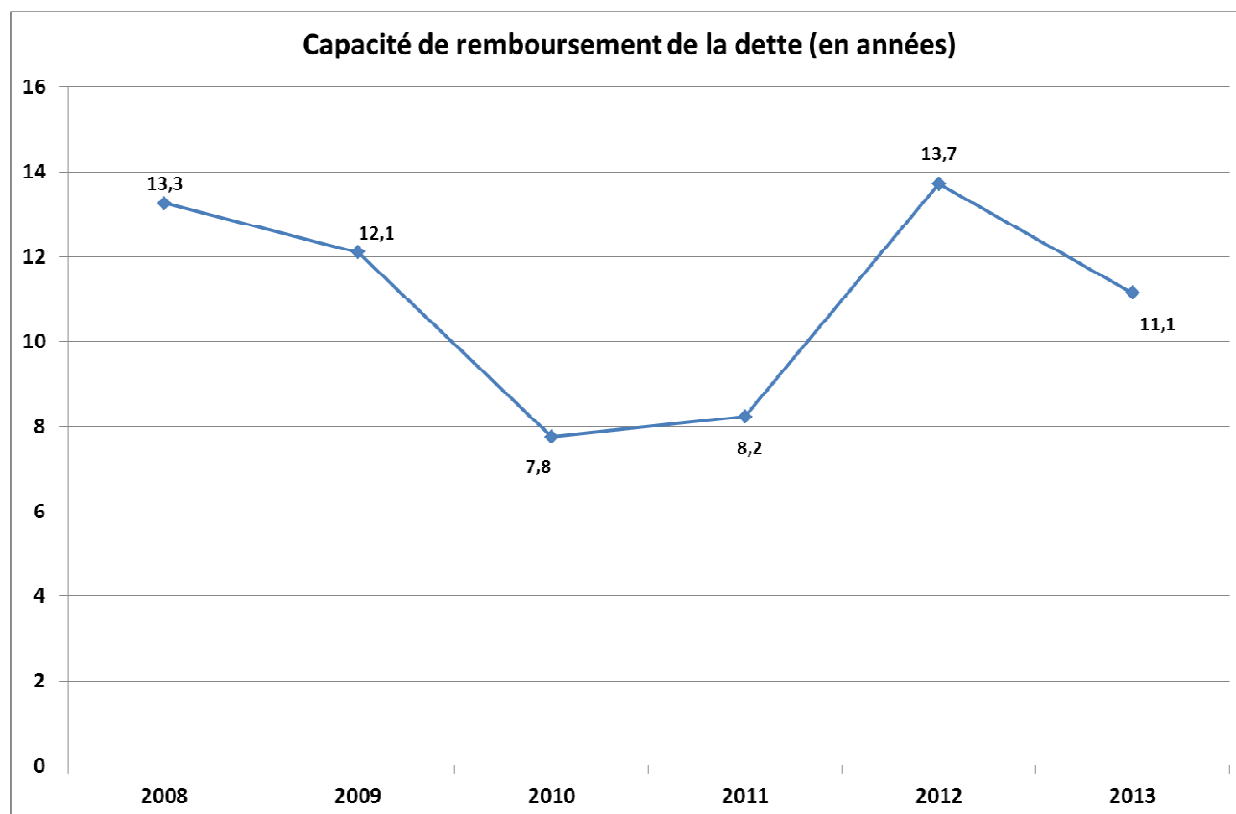
2009	2010	2011	2012	2013
2,78%	2,76%	3,72%	3,06%	3,12%

La capacité de désendettement

La capacité de désendettement traduit de façon théorique la capacité de la Ville à rembourser son encours de dette si celle-ci y consacrait l'intégralité de son épargne brute.

Au 31 décembre 2013, ce ratio est de 11,1 années contre 13,7 années en 2012. L'amélioration observée traduit à la fois le redressement de l'épargne brute observé entre

2012 et 2013 ainsi que la diminution de l'encours de dette constatée pour la première fois depuis l'année 2000.



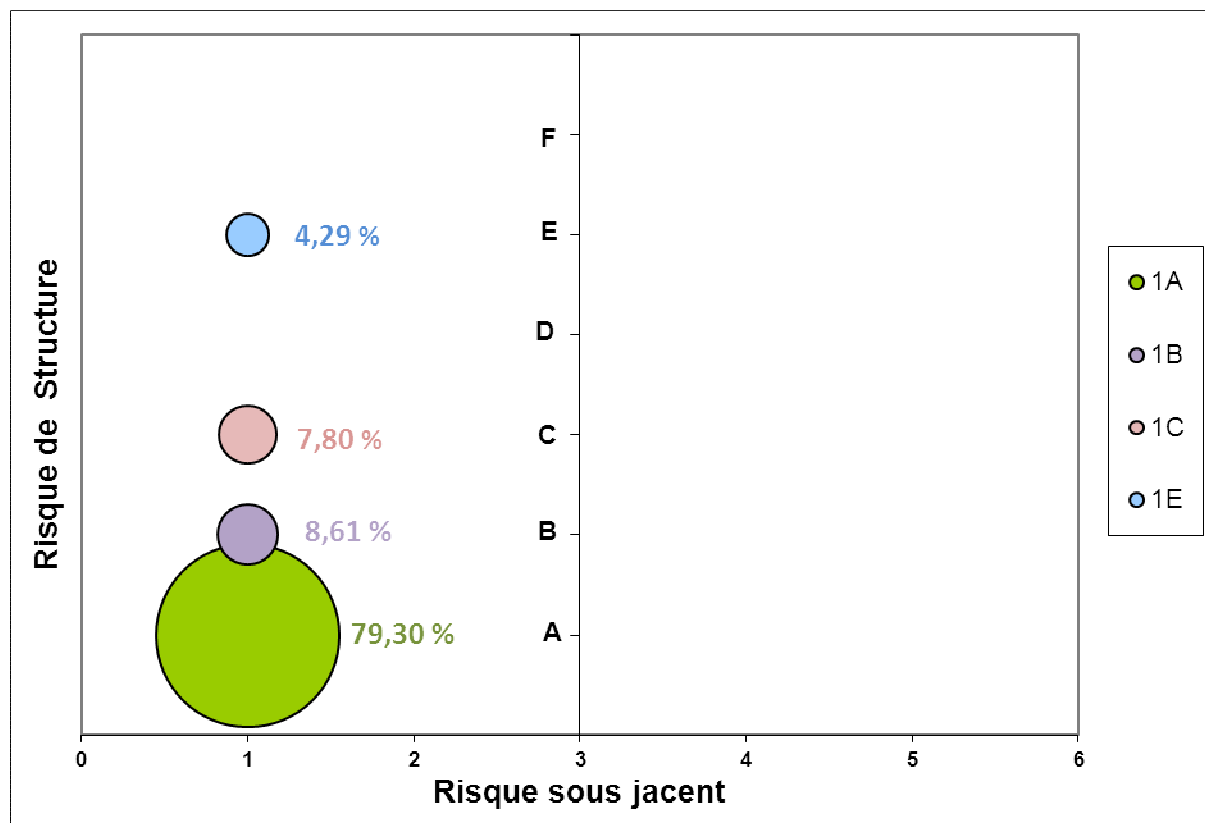
4.1.2 La structure de l'encours de dette

L'année 2012 a été l'occasion de purger l'encours de dette de la Ville des derniers emprunts toxiques. Ainsi, la Ville ne possède plus aucun produit comportant un risque avéré.

Seul point de vigilance, un contrat DEXIA classé 1E mais dont les conditions de dégradation sont tellement éloignées des conditions actuelles et anticipées des marchés financiers que le risque peut-être aujourd'hui considéré comme nul.

La répartition de l'encours de dette est retracée dans le graphique ci-dessous et fait apparaître que 79,30 % de cet encours est classé 1A au 31 décembre 2013 contre 78,17 % un an plus tôt.

A noter que l'encours total de la Ville se compose pour 35 % de contrats à taux fixe.



4.1.3 Les lignes de trésorerie

Afin de faire face à ses besoins de financement de court terme, la Ville a contracté deux lignes de trésorerie en 2013 pour un montant total de 8 millions d'euros. Ces deux contrats, bien que présentant des conditions financières plus satisfaisantes que celles prévues dans les contrats de 2012, restent néanmoins relativement coûteux. C'est pourquoi la Ville continue de privilégier le recours à ses crédits revolving pour couvrir ses besoins de trésorerie.

A titre d'information, la Ville dispose en 2014 d'une capacité de tirage de 12,7 millions d'euros sur ses contrats revolving.

4.2 La dette garantie

L'encours de dette garantie au 31 décembre 2013 est de 204 millions d'euros (contre 185,6 millions d'euros au 31/12/2012). La Ville intervient prioritairement dans le domaine du logement social. Les principaux bénéficiaires sont Immobilière Basse Seine (30%), Rouen Habitat (23 %) et Logiseine (12 %).

Au cours de l'année 2013, la Ville a accordé sa garantie pour un montant total de 17,1 millions d'euros.

5. ANNEXES

5.1 Budget annexe du Hangar 23

Le budget annexe du Hangar 23 fait apparaître la situation financière de clôture suivante pour 2013 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	5 934 275,43
Recettes réelles de fonctionnement	6 084 789,14
SOUS TOTAL	150 513,71
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	62 984,06
Recettes d'ordre de fonctionnement	0,00
SOUS TOTAL	-62 984,06
Excédent sur l'exercice 2013	87 529,65
Excédent antérieur reporté	166 592,51
Résultat de la section de fonctionnement 2013	254 122,16
SECTION D'INVESTISSEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles d'investissement	108 303,60
Recettes réelles d'investissement	0,00
SOUS TOTAL	-108 303,60
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	0,00
Recettes d'ordre de fonctionnement	62 984,06
SOUS TOTAL	62 984,06
Déficit sur l'exercice 2013	-45 319,54
<u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES</u>	
Résultat d'investissement reporté 2012	-37 439,50
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent en fonctionnement 2012	37 439,50
TOTAL	0,00
Résultat global de la section d'investissement 2013	-45 319,54
Résultat global de l'exercice 2013	208 802,62

Le budget du Hangar 23 fait apparaître un résultat global positif en 2013 de **208 802,62 €**.

5.2 Budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la TVA

Le budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la TVA fait apparaître la situation financière de clôture suivante pour 2013 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	368,35
Recettes réelles de fonctionnement	330 713,28
SOUS TOTAL	330 344,93
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	1 827,00
Recettes d'ordre de fonctionnement	0,00
SOUS TOTAL	-1 827,00
Excédent sur l'exercice 2013	328 517,93
Excédent antérieur reporté	263 454,91
Résultat de la section de fonctionnement 2013	591 972,84
SECTION D'INVESTISSEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles d'investissement	369 860,87
Recettes réelles d'investissement	0,00
SOUS TOTAL	-369 860,87
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	0,00
Recettes d'ordre de fonctionnement	1 827,00
SOUS TOTAL	1 827,00
<u>MOUVEMENTS NEUTRES (OCLT, refinancement de la dette)</u>	
Dépenses	120 833,23
Recettes	120 833,23
Déficit sur l'exercice 2013	-368 033,87
<u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES</u>	
Résultat d'investissement reporté 2012	-66 421,84
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent en fonctionnement 2012	66 421,84
TOTAL	0,00
Résultat global de la section d'investissement 2013	-368 033,87
Résultat global de l'exercice 2013	223 938,97

Le budget des locations immobilières fait apparaître un résultat global de **223 938,97 €**.

5.3 Budget annexe de la restauration collective

Le budget annexe de la restauration collective présente les résultats 2013 suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	4 103 234,15
Recettes réelles de fonctionnement	4 025 527,23
SOUS TOTAL	-77 706,92
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	33 849,67
Recettes d'ordre de fonctionnement	0,00
SOUS TOTAL	-33 849,67
Excédent sur l'exercice 2013	-111 556,59
Excédent antérieur reporté	189 226,73
Résultat de la section de fonctionnement 2013	77 670,14
SECTION D'INVESTISSEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles d'investissement	416 724,84
Recettes réelles d'investissement	0,00
SOUS TOTAL	-416 724,84
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	0,00
Recettes d'ordre de fonctionnement	33 849,67
SOUS TOTAL	33 849,67
Déficit sur l'exercice 2013	-382 875,17
<u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES</u>	
Résultat d'investissement reporté 2012	-219 642,44
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent en fonctionnement 2012	219 642,44
TOTAL	0,00
Résultat global de la section d'investissement 2013	-382 875,17
Résultat global de l'exercice 2013	-305 205,03

Le budget annexe de la restauration collective présente un résultat global 2013 négatif à hauteur de **- 305 205,03 €**.